

Côte d'Ivoire/En dépit de son acquittement

La CPI suspend la remise en liberté de Laurent Gbagbo

AFP  
La Haye/Pays-Bas

*Lui comme son bras droit Charles Blé Goudé doivent "rester sous la garde de la CPI" jusqu'à ce que l'appel du parquet contre leur libération soit entendu.*

LA Cour pénale internationale (CPI) a suspendu mercredi soir la remise en liberté de l'ancien président ivoirien Laurent Gbagbo, après un nouvel appel déposé par le procureur au lendemain de son acquittement retentissant. Les juges avaient ordonné plus tôt sa remise en liberté, ainsi que celle de son bras droit Charles Blé Goudé (ex-chef du mouvement des Jeunes patriotes), après leur acquittement d'accusations de crimes contre l'humanité. Mais, selon la CPI, les deux hommes doivent maintenant "rester sous la garde de la CPI" jusqu'à ce que l'appel du parquet contre leur libération soit en-

tendu. "En attendant la décision de la chambre d'appel sur l'appel du procureur (...) MM. Gbagbo et Blé Goudé resteront sous la garde de la CPI", a indiqué un porte-parole de la Cour, basée à La Haye. En détention depuis plus de sept ans, Laurent Gbagbo était jugé pour des crimes commis pendant la crise de 2010-2011, née de son refus de céder le pouvoir à son rival, l'actuel président ivoirien Alassane Ouattara. Il avait finalement été arrêté en avril 2011 par les forces du président Ouattara, soutenues par l'Onu et la France. Il est le premier ancien chef d'État à avoir été remis à la CPI. Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé étaient accusés de quatre chefs de crimes contre l'humanité : meurtres, viols, persécutions et autres actes inhumains, pour lesquels ils ont toujours plaidé non coupable. Dans un premier temps, la chambre de première instance avait pourtant "constaté qu'il n'y avait pas



Photo : AFP

Douche froide pour l'ancien président Laurent Gbagbo. Malgré son acquittement, il doit demeurer en détention.

de circonstances exceptionnelles allant à l'encontre de la mise en liberté de M. Laurent Gbagbo et M. Charles Blé Goudé (ex-chef du mouvement des Jeunes patriotes) suite à leur acquittement" mardi. La plupart des tentatives de la Cour de juger des personnalités politiques de haut rang - presque toutes en Afrique - se sont soldées par des échecs ou des acquittements. "SUBMERGES DE JOIE". L'annonce de l'acquiescement de Laurent Gbagbo

avait provoqué des scènes de liesse chez leurs partisans en Côte d'Ivoire mais aussi un appel des autorités à "garder de la compassion pour les victimes" et suscité des critiques de la CPI qui subit un nouveau camouflet. "Nous sommes tellement submergés de joie", a déclaré mercredi Marie Laurence Gbagbo, la fille de Laurent Gbagbo, devant la CPI. "Nous n'avons pas encore été autorisés à lui parler parce que je pense que la paperasse est en cours de

traitement. Mais nous supposons que le plan est de retourner en Côte d'Ivoire". "C'est l'espoir et le plan", a-t-elle expliqué, ajoutant ne pas savoir "combien de temps cela prendra". En Côte d'Ivoire, M. Gbagbo est toujours sous le coup d'une condamnation de 20 ans qui date de janvier 2018 pour crimes économiques. Il est cependant peu probable que la police ivoirienne tente de l'arrêter s'il retourne dans le pays. "La décision de revenir" en Côte d'Ivoire "lui appartient", a annoncé mercredi le gouvernement ivoirien après avoir appelé dans la journée "l'ensemble des populations au calme, au pardon et à la réconciliation".

• La défense de Gbagbo veut le voir libre tout de suite. Les avocats de l'ex-président ivoirien Laurent Gbagbo, acquitté mardi d'accusations de crimes contre l'humanité, ont demandé hier à la Cour pénale internationale (CPI) de permettre sa mise en liberté.

L'Afrique en bref

• Congo/Justice. Procès ajourné pour l'opposant André Okombi Salissa  
Le procès pour atteinte à la sécurité intérieure de l'Etat de l'ancien candidat à la présidentielle de 2016 André Okombi Salissa, 56 ans, s'est ouvert hier à Brazzaville et a été immédiatement ajourné, a constaté un journaliste de l'AFP.

• Mozambique / Politique. Ossufo Momade confirmé à la tête de l'opposition

Le chef par intérim de l'ex-rébellion mozambicaine devenue opposition (Renamo), Ossufo Momade, a été confirmé au poste de président de son parti à l'issue de son congrès, a-t-on appris hier auprès d'un délégué du mouvement. Il succède officiellement au chef historique de la Renamo Afonso Dhlakama, décédé brutalement en mai 2018.

• Soudan/Troubles. Dispersion de manifestants marchant vers la présidence

La police a dispersé hier à coups de gaz lacrymogènes des manifestants antigouvernementaux qui marchaient en direction du palais présidentiel pour appeler Omar el-Béchir à quitter le pouvoir, quatre semaines après le début de la contestation.

A travers le monde

• Colombie / Attentat. Neuf morts à Bogota

Au moins neuf personnes ont été tuées et 54 autres blessées hier lors d'un attentat à la voiture piégée contre l'école de police, dans le sud de Bogota, qualifié par le président Ivan Duque de "misérable acte terroriste".

• Etats-Unis-Russie/Enquête. Les confidences d'un avocat de Trump

L'avocat du président américain, Rudy Giuliani, a soutenu qu'il n'avait "jamais dit qu'il n'y avait pas eu de collusion" entre l'équipe de campagne du candidat républicain en 2016 et la Russie, simplement que Donald Trump lui-même n'était pas impliqué.

• France/Enquête. Benalla, ex-collaborateur de Macron, en garde à vue



Photo : AFP / L'Union

Alexandre Benalla, ex-collaborateur d'Emmanuel Macron déjà poursuivi pour violences contre des manifestants, a été placé en garde à vue hier dans l'enquête sur l'utilisation controversée de ses passeports diplomatiques après son limogeage des services de la présidence française, a-t-on appris de source judiciaire.

Nigeria/Présidentielle du 16 février

Buhari affirme être en assez bonne santé pour assumer un second mandat

AFP  
Abuja/Nigeria

LE président nigérian Muhammadu Buhari, candidat à sa propre réélection en février, a assuré lors d'un débat télévisé mercredi soir, être assez en forme pour diriger ce géant pétrolier de 180 millions malgré les critiques sur son âge avancé. Le 16 février, 84 millions d'électeurs nigériens se rendront aux urnes pour désigner leur nouveau président, dans ce qui s'annonce être un scrutin très serré, entre Buhari, 76 ans, et son principal opposant Atiku Abubakar, 72 ans, du

Parti démocratique populaire (PDP). Le chef de l'Etat et candidat du Congrès des Progressistes (APC) a passé au moins neuf mois à Londres, où il était soigné pour une maladie non révélée au grand public, lors de son premier mandat. Interrogé sur ses capacités physiques pour être reconduit à la tête du pays, Buhari a répondu : "Je pense maintenant que nous l'avons démontré". Il a invité les électeurs à se faire une opinion de sa bonne santé en l'observant lors des meetings politiques à travers le pays : "Voyons si je suis en forme ou pas". "J'irai de stade en stade, et je répondrai aux ovations des électeurs", a-t-il expli-



Photo : AFP / L'Union

Qu'importe son âge (76 ans). Le président Muhammadu Buhari se sent d'attaque pour accomplir un nouveau mandat.

qué sur un plateau télévisé. "Je leur expliquerai comment nous avons trouvé le pays, et où il en est maintenant." C'est la cinquième fois que Buhari se présente à une

élection présidentielle, après ses échecs de 2003, 2007 et 2011 et sa victoire historique en 2015, où il fut le premier candidat de l'opposition à remporter le poste suprême dans l'his-

toire du pays. Les élections générales de février s'annoncent serrées entre le PDP et l'APC, mais l'ancien général Buhari, qui avait dirigé le pays en 1983 pendant les dictatures militaires est resté évasif sur son acceptation ou non de sa possible défaite. "Ça ne serait pas la première fois que je perds une élection", a-t-il expliqué. Début septembre, Atiku Abubakar, ancien vice-président entre 1999 et 2007, avait déclaré avoir des "craintes" pour les prochaines élections générales, estimant que le président Buhari était "intransigeant et ivre de pouvoir".

Burkina Faso/Violence

Un Canadien enlevé mardi assassiné par ses ravisseurs

AFP  
Ouagadougou/Burkina Faso

UN Canadien enlevé mardi sur un site minier du nord-est du Burkina Faso, Kirk Woodman, a été retrouvé mort mercredi soir, vraisemblablement assassiné par ses ravisseurs lors de leur fuite. "C'est avec une vive émotion et une grande tris-

tesse que nous avons appris la mort du Canadien Kirk Woodman, enlevé par des individus non identifiés dans la nuit du 15 au 16 janvier 2019, à la base vie de la société de prospection minière Productive Discovery dans le village de Tiabangou (Nord-Est)", a annoncé hier le ministre burkinabè des Affaires étrangères Alpha Barry dans un communiqué. "Le gouvernement du Burkina condamne avec la dernière énergie ce lâche

assassinat et assure qu'une enquête est ouverte et (que) toutes les mesures seront prises pour retrouver et punir les coupables", a-t-il poursuivi. "Le Canada condamne les responsables de ce crime odieux", a déclaré de son côté la ministre canadienne des Affaires étrangères Chrystia Freeland, dans un communiqué, offrant son aide aux autorités burkinabè pour "rechercher les responsables et les traduire en jus-

tice". "Le corps portant des impacts de balle (...) a été découvert mercredi soir par des populations qui ont alerté les forces de l'ordre. Il n'avait aucun document d'identification ni de téléphone sur lui permettant de l'identifier formellement sur place", avait précisé auparavant une source sécuritaire. M. Woodman "a été identifié par des proches collaborateurs" hier, selon le ministre Alpha Barry.

Vice-président de la société canadienne Progress Minerals, Kirk Woodman, géologue et responsable de l'exploration minière au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire, avait été enlevé mardi soir sur le site de Tiabangou, dans la province du Yagha, dans le nord-est du Burkina, par un groupe armé, avait déclaré mercredi à l'AFP le ministre burkinabè de la Sécurité, Clément Sawadogo.